



LA LETTRE

Bulletin édité par Agoraphilo

N° 122 - Octobre 2013

Nos rendez-vous

Noisy-le-Grand

18 novembre 2013,
19h30

*La population
vieillit-elle ou
rajeunit-elle ?*

Champs sur Marne

8 novembre 2013,
20 h

*La religion est-elle
un besoin ?*

Chelles

26 novembre à 20 h

*Qu'est-ce que la
laïcité en 2013 ?*

Noisy-le-Grand

Une nouvelle
formule :

une(des)
conférence(s)-débats
(en plus des débats
habituels) :

Atelier philo

Les 19 octobre et 18
novembre à 9 h 30

**Diderot : Le rêve de
d'Alembert**
Noisy-le-Grand

Edito.....	1
Contribution : La population vieillit-elle ou rajeunit-elle ?	2
Bibliographie	3
Contribution : La religion est-elle un besoin ?	4
Contribution : Qu'est-ce que la laïcité en 2103 ?	9
Compte rendu : Gagne-t-on à être plus intelligent?	12.
Compte rendu : Pas de débat à Champs.....	
Compte rendu : Chelles Non parvenu	

Editorial :

CONFÉRENCE-DÉBAT :

DIDEROT : UN HOMME DANGEREUX

Samedi 7 décembre à 15 heures précises

Salle Jean Moulin, 13 av. Emile Cossonneau – Noisy-le-Grand

Entrée libre, bien évidemment, et nous comptons sur votre participation

-En 2013 **Diderot** aurait eu trois cents ans. Une excellente raison pour participer aux discussions de notre **atelier philo**. Le texte choisi est **Le rêve de d'Alembert**. Parce qu'il traite de questions qui nous intéressent toujours : la vie, et son origine, et d'autres choses encore...

Amicalement.

Le Président

Notez les débats des prochains mois :

Noisy-le-Grand - Maison pour tous Marcel Bou

8 rue du Docteur Sureau –. Le samedi à 19h30 précises :

19 octobre : Le néant résulte-t-il de la rencontre du passé, du présent et de l'avenir ?

18 novembre : La population vieillit-elle ou rajeunit-elle ?

Champs-sur-Marne - Centre Social et Culturel Georges Brassens

Place du Bois de Grâce –. Le vendredi à 20h précises

11 octobre : l'attachement aux racines mène-t-il au racisme ?

8 novembre : La religion est-elle un besoin ?

Chelles - en collaboration avec **Récipro'savoirs** –3 rue de l'Ilette (sur la terrasse), le mercredi à 20 h précises

23 octobre : La vie est-elle une suite de hasards ?

26 novembre : Qu'est-ce que la laïcité en 2013 ?

Atelier de philosophie de Noisy-le-Grand

Un **Atelier de philosophie** fonctionne depuis plusieurs années avec **Agoraphilo** à Noisy-le-Grand.

Puisqu'il se trouve que 2013 est l'année du tricentenaire de Diderot, notre **atelier philo** a décidé d'aborder un de ses textes clés, *Le rêve de d'Alembert*.

Le rêve de d'Alembert est un dialogue. Il interroge : qu'est-ce que la vie, quelle en est l'origine ? Plus encore : qu'est-ce que la sensibilité, la pensée ? Il veut répondre à ces questions.

Voilà qui nous intéresse toujours aujourd'hui.

Et beaucoup d'autres questions sont ainsi soulevées que les participants pourront aborder au cours de la discussion.

L'atelier philo est un lieu de débat qui questionne des textes, des auteurs – où chacun peut présenter ses interrogations, exprimer ses critiques...

L'entrée est libre : aucune condition de diplôme, d'âge, etc. n'est exigée. Chacun peut y prendre part.

L'atelier philo est donc ouvert à tous. Sous une seule condition : veuillez vous annoncer à l'avance en téléphonant au 01 43 04 46 37

Venez participer à ces discussions qui se poursuivront toute la saison. Prochaines séances : le samedi 19 octobre 2013, puis le samedi 18 novembre, à 9 h 30, au 4 allée de la Grotte, à Noisy-le-Grand.

Entrée libre.

Contribution au prochain débat

Noisy-le-Grand, débat du 18 novembre 2013

La population vieillit-elle ou rajeunit-elle ?

L'âge moyen de la population augmente dans tous les pays « riches », mais aussi dans la plupart des autres. Pour deux types de raisons : les gens vivent plus vieux, et parce que le nombre moyen de naissances diminue : plus précisément diminue la fécondité, c'est-à-dire à chaque moment le nombre moyen de naissances par femme.

Les gens vivent plus vieux : ce qu'on appelle « l'espérance de vie » (l'âge moyen au décès à une date donnée) est passé au cours des deux ou trois siècles précédents en Europe, à plus 80 ans dans les « pays riches », elle s'élève peu à peu dans les autres – une des raisons principales en est la très grande réduction de la mortalité infantile, ce qui augmente automatiquement le résultat arithmétique du calcul de l'espérance de vie sans réellement augmenter la durée de cette dernière pour tous ceux qui ne sont pas morts en bas âge. Dans ces pays, comme en Europe, la fécondité a fortement diminué : compte tenu des décès de ces tout-petits, on estime que, pour assurer le maintien d'une population, ce taux doit être de 2,1 par femme. C'est effectivement à peu près le cas de la France, qui le dépasse de peu, assurant un minimum de croissance. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne, où ce taux est descendu de façon dramatique : 1,4 – ce qui se reflète dans le nombre de naissances : en 1960 il était de 7,5 millions, en 2008 de 5,6 millions, en 2011 de 5,4 millions – d'où, entre ces trois dernières années, et malgré l'immigration, une perte de 1,5 millions d'habitants. Ce n'est pas le cas non plus des États-Unis : 1,9, taux cependant soutenu par les immigrants d'Amérique latine, qui ont tendance à avoir plus d'enfants

Comment interpréter ces données ?

Elles jouent un grand rôle dans les choix politiques, parce que ces réalités résultent de choix de société.

Un de ces choix est fondé sur des apparences et se reflète aujourd'hui dans le débat sur les retraites. Le raisonnement affiché par la plupart des politiques, des médias et des « économistes » médiatiques est fondé sur ces apparences. Leur élément de base : la population vieillit, parce que le nombre relatif de

jeunes diminue. Conclusion : soit on assure le maintien du niveau des retraites, et pour cela il faut augmenter les cotisations ou les impôts, soit on y renonce, et on retarde l'âge du départ en retraite ou on diminue le montant des pensions. Soit enfin on augmente le nombre d'immigrants jeunes,...

C'est là ce que le plus médiocre des philosophes grecs aurait appelé un sophisme : un faux raisonnement. Parce qu'il confond deux domaines : l'un est la démographie – en tant qu'étude statistique de la population, naissances, mortalité par décès, suicides ou accidents, etc. – l'autre est l'économie politique, parce que le montant des revenus et leur répartition est affaire d'économie politique, non de démographie. La démographie y joue un rôle, le sien, mais pas plus – parmi beaucoup d'autres facteurs que ces conclusions ignorent délibérément : par exemple et tout d'abord la productivité, qui augmente fortement et donc accroît les richesses produites par chaque travailleur, donc aussi la richesse nationale, et aussi le chômage qui les diminue, les conditions de vie qui influent sur la productivité par exemple, les systèmes de protection de la santé, etc.

Les choix politiques et économiques ne sont pas sans effet sur les évolutions démographiques. Outre le taux de fécondité, ils influent sur le nombre de suicides. Le taux de suicides augmente chez les Américains d'âge moyen. En 2010, le nombre de suicides reconnus comme tels a dépassé celui des victimes d'accidents de la route dans le monde entier. Aux États-Unis, le taux de suicides pour 100 000 habitants est de 1,17 en 2010, il a augmenté de 15% depuis 2001. En Europe, il a commencé à augmenter depuis 2008. La corrélation avec la crise économique, le chômage et la paupérisation est évidente

Pour la France, Technologia, un cabinet spécialisé dans l'étude des risques professionnels a montré (9 septembre 2012) que 27% des actifs ont déjà pensé au suicide. Leur nombre s'élève en France à plus de 100 000 par an, pour 200 000 tentatives (14,7 pour 100 000 habitants, taux le plus élevé de l'Union européenne). Selon 15 % des travailleurs interrogés, leur entreprise a connu « une crise suicidaire » (on se souvient de celle de France Télécom en 2008, qui a fait appel alors à Technologia). Les causes ? La crise économique pour 69 % des réponses, et les conditions de travail qui très souvent conduisent à une pression insupportable pour les salariés.

Les victimes se trouvent majoritairement dans la tranche d'âge « 35 à 64 ans » la plus affectée par le chômage – et les 50 à 64 ans, dont certains ont perdu tout ou presque de leur épargne pour la retraite : « Les suicides constituent donc un révélateur immédiat d'une situation sociale devenue insupportable. Mais cette dernière risque d'avoir d'autres conséquences négatives sur la santé [...] »

(P. Jensen, *La recherche*, septembre 2013, p.82) :

Nos « grands » médias et nos experts médiatiques, comme la plupart des hommes politiques font semblant de ne pas le voir.

Ce qui révèle que là comme dans les autres sciences sociales, l'idéologie et les intérêts économiques jouent un grand rôle, ce qu'ils ne veulent pas dire.

Il en va de même pour la démographie elle aussi. Son histoire le montre :

« La notion ne semble pas poser de question. Pourtant, il a fallu attendre le milieu du xvii^e siècle pour qu'elle apparaisse et un siècle de plus pour que le mot soit employé. Avant cette date, l'idée de la population n'existait pas. On comptait certains groupes particuliers mais jamais l'ensemble des habitants d'un pays. Ainsi, les Athéniens connaissaient à l'unité près le nombre de leurs citoyens, mais ignoraient celui des métèques qui commerçaient dans leur ville, des thètes qui cultivaient leurs champs, et plus encore des esclaves à leur service. De même, les Romains comptaient les foyers fiscaux en vue de recouvrer l'impôt (le cens d'où vient le terme de recensement) ou les esclaves au moment de les adjuger (César dans la guerre de Gaules), mais jamais la population totale d'une ville ou d'une province.

À cette époque, l'absence d'un comptage de la population venait de l'impossibilité de trouver un dénominateur commun aux différents statuts des personnes. Il n'était pas pensable pour un Grec ou un Romain d'additionner les esclaves avec les hommes libres. Cet acte n'aurait eu aucun sens car ces groupes ne constituaient pas ensemble une communauté. Il a fallu attendre la Renaissance pour qu'une définition commune de l'homme émerge et permette un comptage [...]

(H. Le Bras, « Espérance de vie », *Encyclopædia universalis*)

Ainsi, un concept alors nouveau, celui d'égalité des humains, a dû émerger pour que naisse la démographie. Et avec elle l'individualisme.

L'égalité proclamée depuis plus de deux siècles est encore et toujours le problème

Un exemple : tous les médias ou presque nous disent qu'en moyenne, l'espérance de vie tourne autour de 81 ans. Presqu'aucun ne nous dit qu'elle est de 7 ans plus longue pour un cadre que pour un ouvrier. Sans parler des métiers les plus « malsains ». Beaucoup d'égoutiers meurent entre 50 et 55 ans. Avec un cas extrême : les États-Unis sont les seuls à publier l'espérance de vie des prostituées : 35 ans.

Egalité donc encore aujourd'hui très théorique. Un fait qui devrait faire réfléchir quand il s'agit de définir un âge de départ en retraite égal pour tous. Ou d'exiger 43 années de cotisations.

Autre indicateur peu diffusé et commenté moins souvent encore : la durée de vie en bonne santé après 60 ans. Depuis 2008, cette durée diminue en Allemagne et commence à le faire en France – par exemple, pour une femme, elle est passée de 77 ans en 2004 à 74 ans en 2011.

Un autre indicateur, calculé par l'Union européenne, « l'espérance de vie sans incapacité », confirme ces tendances de façon claire et indique une dangereuse tendance à la régression. Pour la France :

« D'après le bilan démographique de la France publié par l'INSEE en 2012, l'espérance de vie a baissé cette année-là (84,8 ans pour les femmes au lieu de 85 ans en 2011 [78,8 ans pour les hommes...]

Comme dans d'autres pays européens (depuis 2006 en France), 'l'espérance de vie sans incapacité (EVSI)' a commencé à décliner en 2006 et a chuté d'environ un an de 2008 à 2010 ; passant de 62,7 ans à 61,9 ans d'espoir de durée de vie sans incapacité pour les hommes ; et de 64,6 ans à 63,5 ans pour les femmes. »

(Wikipedia)

Ce qui signifie que repousser l'âge de la retraite à 65 ans revient à user les hommes jusqu'à la corde. Et à ne plus payer du tout de retraites pour un nombre croissant de salariés. Christine Lagarde, ex-ministre des finances et directrice du FMI l'a dit ouvertement :

« Il faut travailler jusqu'à ce qu'on soit fichu ».

Comme les prostituées, peut-être ?

Une chose est claire ici : deux conceptions de l'homme sous-tendent ce débat. Ou s'affrontent.

Pour l'une, l'allongement de la vie est un progrès. Tout se passe comme si, à nombre d'années égal, les nouvelles générations étaient plus « jeunes » que ne l'étaient leurs parents, et que, la productivité du travail ayant très fortement augmenté (40% depuis les années 1980, quand a été décidé le départ en retraite à 60 ans), les moyens existent, ils peuvent vivre une vie plus heureuse.

Pour l'autre, l'homme est un moyen au service du fonctionnement d'une économie vouée à produire des profits privés.

Pour Kant, philosophe de l'époque de la Révolution française, l'homme n'était pas un moyen, il était une fin en soi.

C'est le fondement de notre dignité.

Bibliographie

(Réalisée dans le cadre du partenariat avec le Café Philo de Noisy-le-Grand)

36 rue de la République – 93160 Noisy-le-Grand Contact 01 55 85 09 10 – www.noisylegrand.fr)

Non parvenue

Contribution au prochain débat

Champs-sur-Marne, débat du 8 novembre 2013

La religion est-elle un besoin ?

On peut être tenté de répondre oui et non. En plusieurs sens ou à plusieurs niveaux, social, collectif et individuel. Peut-être est-ce la confusion entre ces différentes réalités qui brouille la signification de la - ou des - religion(s) ?

Un premier point. Il est dit : « l'homme ne vit pas que de pain ». Autrement dit : nécessairement, pour pouvoir agir, les hommes doivent se représenter le monde dans lequel ils vivent. Ou, dans la langue de Hegel :

« [...] Les choses naturelles ne sont qu'*immédiatement* et pour ainsi dire en un seul exemplaire, mais l'homme, en tant qu'esprit, se *redouble*, car d'abord il *est* au même titre que les choses naturelles *sont*, mais ensuite, et tout aussi bien, il est *pour soi*, se contemple, se représente lui-même, pense et n'est esprit que par

cet être-pour-soi actif. L'homme obtient cette conscience de soi-même de deux manières différentes : *premièrement de manière théorique*, dans la mesure où il est nécessairement amené à se rendre intérieurement conscient à lui-même, où il lui faut contempler et se représenter ce qui s'agite dans la poitrine humaine, ce qui s'active en elle et la travaille souterrainement, se contempler et se représenter lui-même de façon générale, fixer à son usage ce que la pensée trouve comme étant l'essence, et ne connaître, tant dans ce qu'il a suscité à partir de soi-même que dans ce qu'il a reçu du dehors, que soi-même. - *Deuxièmement*, l'homme devient pour soi par son activité *pratique*, dès lors qu'il est instinctivement porté à se produire lui-même au jour tout comme à se reconnaître lui-même dans tout ce qui lui est donné immédiatement et s'offre à lui extérieurement. Il accomplit cette fin en transformant les choses extérieures, auxquelles il appose le sceau de son intériorité et dans lesquelles il retrouve dès lors ses propres déterminations. [...] »

(Hegel, *Cours d'esthétique*, t. I, p. 45-46)

Ces représentations que les hommes se font du monde, de notre monde, constituent ce qu'on peut appeler des idéologies – de natures diverses. En employant le terme « idéologie » sans lui accoler *a priori* une signification péjorative. Leur nécessité est une chose, celle d'une religion en est une autre. Nous reviendrons plus loin sur la question des idéologies en général, pour nous en tenir ici à la question posée, celle, plus limitée, des religions. Il se trouve que la Révolution française a constitué un terrain de leur mise à l'épreuve pratique et philosophique. C'est cet aspect – partiel, mais il faut faire court –, que nous évoquerons ici.

Deux niveaux donc de réalité de la religion et de son éventuelle nécessité : le niveau individuel et le niveau social et/ou politique – dans la mesure où on peut les distinguer, ce que, pour les besoins de l'analyse, nous allons supposer possible.

Au niveau individuel, les croyants sont supposés ne pas mettre en doute la nécessité de la foi. Pour chacun d'eux, la biographie individuelle et l'appartenance sociale, autrement dit l'influence du milieu, de l'éducation, etc. jouent leur rôle – comme pour les non-croyants. Quand ils expriment des doutes, c'est pour chercher des raisons qui les confirment dans leurs croyances. Enfonçons une porte ouverte : si l'on veut chercher des références, il faut par conséquent le faire chez des auteurs qui ont traité la question ici posée dans un esprit qui accepte de s'en distancier pour pouvoir tenter de la fonder de façon rationnelle, théologiens ou philosophes, ou bien par d'autres, non-croyants, philosophes et/ou sociologues.

Kant avait montré en son temps l'impossibilité de fonder en raison la croyance en l'existence de Dieu, mais c'était pour établir la nécessité selon lui de la religion comme fondement d'autre chose, la morale. Parce qu'il ne voyait pas de possibilité de fonder la morale autrement que sur les prescriptions d'un Dieu. Il fallait que l'obéissance au devoir moral, devoir compris comme devoir envers les autres, réponde à une fin supra-humaine. Il aboutissait ainsi sans le vouloir à montrer que la question d'une croyance religieuse relevait d'un besoin non pas individuel, mais social ou politique. La marche de son raisonnement le montre :

« Dans la mesure où elle se fonde sur le concept de l'homme comme être libre et s'obligeant par cela même à des lois inconditionnelles, la morale n'a pas besoin ni de l'Idée d'un Être différent qui la dépasse afin qu'il connaisse son devoir, ni d'un autre motif que la loi elle-même pour qu'il l'observe [...] Mais de la morale émerge encore une fin ; c'est qu'il est impossible que la raison demeure indifférente à la manière dont il faut répondre à la question : *que peut-il résulter de ce 'bien-agir' qui est nôtre ?* et vers quoi, supposé que cela ne soit pas pleinement en notre puissance, pourrions-nous orienter nos efforts vers une fin, de telle sorte qu'à tout le moins nous trouvions un accord avec celle-ci ? Il ne peut être question ici que de l'Idée [...] d'un Bien suprême dans le monde, dont nous ne pouvons concevoir la possibilité que sous la supposition d'un Être suprême, moral, suprêmement saint et tout puissant [...] »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 15, p. 17)

On remarquera qu'une telle conception de la religion revient à la comprendre comme construite selon les besoins de la société humaine. Ces besoins sont différents dans les différentes sociétés, et les différentes époques, une relativisation de la morale, alors que Kant voulait en faire un absolu. C'est ce motif qui le pousse à poser l'existence de Dieu, impossible à prouver comme il le montre lui-même en renversant le dernier argument « logique » qui ait subsisté, celui de la « preuve ontologique ». Feuerbach,

vers les années 1830-1840, écrira que l'homme a créé lui-même le ciel et la religion à l'image de ses besoins, il a transféré dans l'imaginaire ce qu'il ne pouvait obtenir dans le monde réel.

Tout le raisonnement de Kant suppose un point de départ qu'il importe de préciser. S'il est si difficile de se conduire selon les règles de la morale (nous laisserons en suspens la question de ce qu'est la morale, et s'il n'en existe qu'une), c'est que le monde où nous vivons y fait obstacle, c'est un monde mauvais :

« Que le monde soit mauvais, c'est une plainte aussi vieille que l'histoire et même que la poésie la plus vieille encore, aussi ancienne que la plus ancien de tous les poèmes, je veux dire la religion des prêtres [...] »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 29)

Et la religion fournit une explication de l'existence de ce mal : nous en sommes, chacun de nous, responsables, du fait de notre inconduite :

« L'hypothèse qui consiste à regarder tout le mal dans le monde d'une manière générale comme des punitions pour des transgressions déjà commises ne peut pas vraiment être admise comme imaginée en vue d'une théodicée ou comme une invention servant la religion sacerdotale (car elle est trop commune pour avoir été si antérieurement conçue). Mais on peut présumer qu'elle est très proche de la raison humaine, qui a tendance à lier le cours de la nature aux lois de la moralité, et qui, très naturellement, en vient à penser à partir de là qu'il nous faut d'abord devenir des hommes meilleurs avant que nous puissions prétendre être libérés des maux de la vie ou les compenser par un bien de plus grand poids »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 91)

Kant, on le voit, accepterait ici volontiers cette explication du mal par nos péchés – mais il est trop bon philosophe pour s'en contenter, et il écrit ce texte vers 1794-1795, au lendemain de la Révolution française. Celle-ci n'a-t-elle pas fait toucher du doigt que la réalité est différente, le mal, c'est d'abord l'oppression que faisait régner l'Ancien régime sur la grande masse du peuple, et de là découlait l'évidente nécessité de la lutte des classes ? Ainsi, il prend parti pour la liberté politique comme pour la liberté de penser :

« J'avoue que je ne m'accommode pas bien de l'expression dont se servent des hommes pourtant avisés : tel peuple (que l'on conçoit en train d'élaborer sa liberté légale) n'est pas mûr pour la liberté ; les serfs d'un propriétaire terrien ne sont pas encore mûrs pour la liberté ; et ainsi de même : les hommes ne sont pas encore mûrs pour la liberté de croire. Mais suivant une telle hypothèse la liberté ne surgira jamais. Car on ne peut pas mûrir pour la liberté si l'on n'a pas été préalablement mis en liberté (on doit être libre pour se servir utilement de ses forces dans la liberté). Les premières tentatives seront sans doute grossières et généralement liées à un état plus pénible et plus périlleux que si l'on se trouvait sous les ordres, mais aussi sous la prévoyance d'autrui. ; Seulement on ne mûrit jamais pour la raison que par ses propres tentatives (qu'on doit être libre d'entreprendre) [...] »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 226)

Nous sommes ici en présence de deux conceptions philosophiques profondément opposées. L'une veut fonder le cours des choses sur la morale et l'amélioration morale des individus. L'autre veut que le mal soit d'abord combattu sur le terrain politique et social.

Mais les préjugés de « l'élite » prennent le dessus. Comme aujourd'hui, les élites autoproclamées savent mieux que le peuple ce dont celui-ci a besoin. « Il faut l'éduquer » ou, comme le disent les médias aujourd'hui, « il faut communiquer ». S'agissant de définir les règles encadrant la conduite des hommes en société, mais pas seulement, Kant rejoint sur ce point Rousseau (*Du contrat social*). Cependant, si Rousseau voulait confier à des hommes de génie la rédaction des constitutions, et à des hommes particulièrement doués et éclairés le gouvernement, rappelant ainsi l'enseignement de Platon, Kant, lui, y voit une bonne raison de faire appel à Dieu :

« Si le corps devant être fondé était un corps *juridique*, c'est la multitude s'unissant en une totalité qui, (quant aux lois constitutionnelles) devrait elle-même être le législateur, car la législation part du principe suivant : restreindre la liberté d'un chacun aux conditions sous lesquelles elle peut coexister avec la liberté d'autrui suivant une loi universelle, et, en ce cas, la volonté générale érige une contrainte extérieure légale. Mais si le corps doit être éthique, le peuple en tant que tel ne peut être considéré comme législateur [...] Ce doit donc être un être autre que le peuple qui puisse être indiqué comme législateur [...] Mais ceci est le concept de Dieu comme Gouverneur moral du monde »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 119-120)

Chateaubriand dira crûment, au début du XIX^e siècle – après Napoléon et la Restauration :

« Donnez-moi un préfet, un colonel de gendarmerie et un évêque, et je gouverne une province »
C'est Victor Hugo qui dénoncera « l'alliance du sabre et du goupillon »

S'il est possible de cerner le rôle politique des religions en général comme celui de toute idéologie, une telle description ne suffit pas à nous faire comprendre la nature des religions, la raison de leur diffusion et de leur acceptation.

C'est dire qu'il est nécessaire de replacer la question du besoin des religions sur son véritable terrain : le besoin d'une représentation du monde, le terrain des idéologies, ici, plus précisément, sur la nature de celles-ci.

Aristote expliquait à sa façon, sous un angle limité certes, mais de façon déjà claire la fonction de l'idéologie dans la cité :

« Il n'y a qu'une chose qui soit propre aux hommes par rapport aux autres animaux, le fait que seuls ils aient la perception du bien, du mal, du juste, de l'injuste et des autres <notions de ce genre>. Or avoir de telles <notions> en commun, c'est ce qui fait une famille et une cité. »

(Aristote, *Politiques*, 1253a)

On remarque que rien n'est ici dit de l'adéquation de ces idées de bien, de mal, de justice, etc. à la réalité de la cité. Il se peut que ce soient des vues erronées ou des illusions...

Rien n'est dit non plus de leur origine, de la façon dont ces idées se forment et évoluent. .

Soit un exemple historique lointain mais instructif. Au VI^e siècle, le pape Gélase explique que le monde des hommes se partage en deux catégories : les clercs et les laïcs – alors que précisément à cette époque ce monde se partageait en trois catégories : le monde des paysans, celui des seigneurs chefs de guerre et celui des clercs. Cette tripartition sera reconnue et presque sacralisée par l'Eglise par l'évêque Aldabéron peu après l'an mil, et surtout vers le XII^e siècle – à l'époque où se développent les villes, et où une classe inédite, les marchands, les bourgeois, prennent une nouvelle importance.

C'est un exemple d'illusion. Mais une illusion dont l'origine semble compréhensible : Gélase et ses clercs ressentaient fortement tout ce qui les séparait, les différenciait du reste des humains. Les théologiens du XII^e siècle étaient fortement intégrés aux seigneurs féodaux, ils vivaient de la rente foncière (Charlemagne avait inventé un impôt nouveau prélevé sur les paysans au profit de l'Eglise, la dîme), et ils ne comprenaient rien au commerce qu'ils ne considéraient que comme une activité marginale, sinon condamnable.

Ne sommes-nous pas sujets à de semblables illusions ?

Par exemple, tout le monde croit que toute la vie économique passe par le marché, par l'achat-vente. Le proverbe américain résume « There is no such Thing as a Free Lunch » [On ne peut déjeuner à l'œil]

Grossière illusion. Le PIB, expression de cette économie marchande, est une chose, la réalité comprend beaucoup d'autres choses, elle est autre. Les activités bénévoles, le travail domestique non rémunéré (essentiellement féminin), celui des bénévoles, des retraités, l'activité autarcique des petits paysans, les échanges de services, etc., tout ceci n'est pas loin de représenter un montant égal à 50 à 75 % de celui du PIB selon les diverses estimations. Encore faudrait-il tenir compte des services publics gratuits...

En France, 25% de la population active est employée dans les services publics.

Dit autrement : le capitalisme domine la planète en tant que système social, il le fait à son profit, mais il la domine au moyen d'instruments politiques d'abord, parmi lesquels les systèmes politiques et les médias qui propagent bien des illusions.

Notre représentation du monde est illusoire, et ces illusions profitent au capitalisme. Pourrait-il se maintenir sans elles ? On peut en douter. Ce sont

« [...] des 'illusions' socialement nécessaires, mais qui ont des conséquences réelles. De telles illusions constituent la réalité sociale dans la mesure où nos actions se conforment constamment à elles ».

(Feenberg, *Re)penser la technique*, p. 203)

Marx propose une remarquable analyse de ce genre d'illusions s'agissant de la marchandise et de son prix. Nous considérons tous que le prix d'une marchandise est une propriété inhérente de cette dernière, une de ses qualités, comme le poids, la couleur, etc. Nous agissons conformément à cette croyance : si une baguette et un café coûtent tous deux un euro, nous les considérons comme

équivalents. Alors qu'en réalité le prix est une expression (d'ailleurs déformée) de la valeur d'un produit, c'est-à-dire en réalité d'une certaine quantité de travail, donc l'expression d'une relation 'indirecte, mais réelle) entre des hommes qui travaillent, - et non une qualité des produits. C'est ce que Marx appelle le fétichisme de la marchandise : l'homme croit voir appartenir à un objet quelque chose qui n'existe pas dans cet objet, c'est lui qui le lui attribue. Un processus d'aliénation que Hegel décrit dans son langage ainsi :

« L'esprit s'efforce de comprendre, de se voir tel qu'il est, mais en même temps il écarte cette image de sa vision, et il est fier et satisfait d'être aliéné de sa propre essence »

(Hegel, *La philosophie de l'histoire*, p. 202)

Chez Marx jeune, dans un langage philosophique encore abstrait :

« L'acte propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, bien loin qu'il ne le domine »

Avec, par la suite, une définition de l'aliénation bien plus claire :

« Cette fixation de l'activité sociale, cette consolidation de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux dans le développement historique jusqu'à nos jours »

(Marx, *Le Capital*, Livre I, p. 606)

Ce rôle des illusions est capital. Il permet de faire accepter les malheurs du monde. Nietzsche l'a fort bien saisi, tout en tombant lui-même victime de sa propre idéologie hostile à la démocratie :

« Même quand le chrétien condamne et couvre de boue le 'monde', il obéit au même instinct qui pousse l'ouvrier socialiste à maudire, à diffamer et à couvrir de boue la société : le 'jugement dernier' lui-même n'est que la douce consolation qu'apporte la vengeance ; c'est la révolution, telle que l'attend l'ouvrier socialiste, simplement un peu plus lointaine [...] »

Ou encore :

« Le mouvement chrétien, en tant que mouvement européen, est d'emblée un mouvement rassemblant sans exclusive toute la lie, tout le rebut de l'humanité (et c'est ce rassemblement qui, par le christianisme, aspire au pouvoir). Il n'exprime pas le déclin d'une race, il est un conglomerat de formes de *décadence* venues de partout, qui se pressent et se cherchent. Ce n'est pas du tout, comme on le croit, la corruption de l'Antiquité même, de l'*aristocratique* Antiquité, qui a rendu possible le christianisme : on ne saurait contredire assez violemment le crétinisme des érudits qui continuent à soutenir ce genre de choses. A une époque où les couches *tchandala**, malades et corrompues, se christianisaient dans tout l'Empire, le type exactement inverse, celui de la distinction aristocratique, était justement représenté sous sa forme la plus belle et la plus pure. C'est le grand nombre qui l'emporta : c'est le démocratisme des instincts qui *triompha*... »

(Nietzsche, *L'Antéchrist*, *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 216)

* Nom de la plus basse caste en Inde

Le jeune Marx vivait dans une Allemagne où le débat sur la religion occupait le devant de la scène. D'où à la fois l'intérêt qu'il a, à ses débuts, accordé à la religion, dénoncée à la fois comme une idéologie illusoire et vue comme répondant à un besoin réel et méritant considération à ce titre :

« La religion est, à vrai dire, la conscience de soi et le sentiment de soi de l'homme qui ne s'est pas encore conquis, ou bien qui s'est déjà à nouveau perdu. Mais *l'homme*, ce n'est pas une essence abstraite, accroupie hors du monde. L'homme, c'est *le monde de l'homme*, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, une *conscience inversée du monde*, parce qu'ils sont eux-mêmes *un monde à l'envers*. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, le fondement universel de sa consolation et de sa justification. Elle est la *réalisation imaginaire* de l'essence humaine, parce que l'*essence humaine* ne possède pas de réalité vraie. La lutte contre la religion, c'est donc, médiatement, la lutte contre *ce monde* dont la religion est l'arôme spirituel.

La misère *religieuse* est tout à la fois l'*expression* de la misère réelle et la protestation contre cette misère-là. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses dépourvu d'esprit. La religion est l'*opium* du peuple.

L'abolition de la religion en tant que bonheur *illusoire* du peuple, c'est l'exigence de son bonheur *réel*. Exiger qu'il renonce aux illusions sur son état, c'est *exiger qu'il renonce à un état qui a besoin d'illusions*. La critique de la religion est donc en germe la *critique de la vallée de larmes* dont l'*auréole* est la religion »

(Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Introduction*, p. 7)
« La religion est l'opium du peuple » : la formule a été et est encore reprochée à Marx par ceux qui ignorent la réalité de ses écrits et de sa pensée, comme ils ignorent les écrits de nombre d'autres penseurs à qui ils ne reprochent rien.

Ainsi, ceux qui ont lu Marx citent ici ce qu'avait écrit Goethe, à propos d'un texte de H. Heine, *Ludwig Börne* :

« Pour les hommes auxquels la terre n'offre plus rien, on aurait inventé le ciel... Gloire à cette invention ! Gloire à une religion qui a versé dans le calice de l'humanité souffrante quelques gouttes de doux somnifère, de l'opium spirituel quelques gouttes d'amour, d'espoir et de foi »

On cite moins souvent Kant :

« L'idée de ceux qui, à la fin de leur vie, font appeler un ecclésiastique est d'ordinaire de vouloir trouver en lui un *consolateur* [...] c'est à cause de sa souffrance morale [...] donner pour ainsi dire de l'opium à la conscience, c'est une faute envers l'homme comme envers ceux qui lui survivront [...] »

(Kant, *La religion dans les limites de la simple raison*, Pléiade, t. III, p. 97)

Contribution au prochain débat

Chelles, 3 rue de l'Îlette, 26 novembre 2013

Qu'est-ce que la laïcité en 2013 ?

La question-titre semble soit supposer qu'on dispose d'une conception largement partagée de la notion de laïcité, et que seule son évolution – ou ses mises en cause - actuelles sont à interroger ; soit que notre temps ait mis en question la notion même de laïcité. A moins qu'il ne s'agisse que d'une différence entre deux aspects d'un même phénomène ?

La laïcité a été longtemps une quasi-spécificité française, alors que d'autres Etats disent ne pas choisir entre les diverses religions, s'affirmaient et s'affirment proches ou défenseurs d'une religion déterminée, ou agissent comme des protecteurs des principales religions pratiquées par leurs ressortissants. Certains se présentent ouvertement comme des théocraties.

Le vocabulaire reflète, chacun le sait, ces différences. Ainsi, l'allemand traduit « laïcité » par « déconfectionnalisation », et « séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

La langue anglaise ne connaît que *secularism*, terme qui affirme la neutralité religieuse de l'Etat, mais laisse la porte ouverte à des pratiques réelles très différentes. Aux États-Unis, existe une « religion civile », une séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais pour les « pères fondateurs », le christianisme était le plus petit commun dénominateur pour tous les Américains et la liberté de religion la première des libertés (J.-P. Sartre)).

Notons que la notion de tolérance est d'une nature différente. Elle porte sur les pratiques réelles : la tolérance est une critique du comportement plus ou moins répressif tant de la part de la société que de l'Etat envers certaines religions et leurs tenants, ou envers les athées.

Ces différences de vocabulaire sont significatives. Elles montrent que les pays où, directement ou indirectement, une religion ou au moins une croyance religieuse est considérée comme nécessaire pour chacun, la laïcité est incomprise, et l'athéisme plus ou moins ouvertement réprouvé.

Par exemple l'Allemagne, où les servants des grandes religions sont rémunérés par l'Etat au moyen d'un impôt spécifique. Le contribuable n'avait jusqu'à ces toutes dernières années que le droit de choisir à quelle religion allait sa contribution. Depuis peu, les athées enfin reconnus peuvent demander son affectation non à une église, mais à différentes œuvres humanitaires.

Aux États-Unis, officiellement non liés à une religion déterminée, les juifs et les catholiques ont été longtemps victimes de l'intolérance, une intolérance à double caractère, religieux et raciste. Les premiers immigrants anglo-saxons ou scandinaves étaient protestants, ceux qui suivirent, irlandais, puis italiens, polonais, tous le plus souvent catholiques, puis vinrent les juifs de l'empire russe, étaient méprisés à un double titre, car non protestants et pauvres. Conséquence : regroupés dans des quartiers devenus *Little Italy* ou *Little Poland*, ils ont développé un communautarisme. Mais si la société américaine réprouvait les

athées, forcément immoraux, l'Etat, lui, favorisait l'appartenance religieuse, chrétienne bien évidemment, mais sans distinguer entre ses différentes formes.

C'est en 1952, au plus fort de la guerre froide, que les billets de banque américains ont reçu la devise « in god we trust » : la motivation politique était reconnue officiellement.

Jusqu'à ces toutes dernières années, et hors des grandes universités, il était socialement impossible en Amérique de se dire athée. Ça aurait été une façon de s'exclure de la société, de perdre la plupart de ses relations, et de risquer un licenciement. Une des grandes surprises du dernier recensement de la population, qui recherchait aussi les appartenances religieuses, a été de constater que 20% de la population avaient osé se dire athée.

L'histoire des Etats européens est pleine de conflits entre eux et avec les différentes églises chrétiennes dominantes en Europe. Outre les « guerres de religion », citons les plus célèbres parce que les plus visibles : c'était le cas de la crise de l'iconoclasme à Byzance, de l'empereur Henri de Hohenzollern contraint de s'humilier devant le pape à Canossa, de Philippe le Bel contraignant le pape à s'installer en Avignon, de Henri VIII rompant avec la papauté et instaurant l'Eglise d'Angleterre, de Pierre le Grand prenant sous son contrôle l'Eglise orthodoxe russe et exilant les « vieux-croyants »... Ou de Louis XIV qui opposait l'Eglise de France sous son autorité aux ultramontains, ceux qui voulaient la soumettre à Rome.

On distingue et on oppose ainsi la *potestas indirecta*, le pouvoir sur les esprits, au pouvoir « direct », le pouvoir politique proprement dit, qui dispose de la force publique : l'expression *potestas indirecta* est due au cardinal Bellarmin, celui-là même qui avait conduit les poursuites de l'Eglise contre Galilée. Le pouvoir d'influencer les pensées des humains en général, et d'abord et surtout des détenteurs du pouvoir politique ne peut-il pas suffire ? Hobbes, au XVII^e siècle, montre que la souveraineté de l'Etat s'en trouve compromise.

Avant même la Révolution française, à la fin du XVIII^e siècle, les gouvernements français, autrichien, portugais expulsent les jésuites de leurs pays. Les bourgeoisies révolutionnaires européennes tendaient à être athées au XVIII^e siècle ; parvenues au pouvoir au XIX^e, elles se sont réconciliées avec les religions.

Diderot expliquait :

« Je m'adresserai [...] à tous les souverains de la terre, et j'oserai leur révéler la pensée secrète du sacerdoce. Qu'ils sachent que si le prêtre s'expliquait franchement, il dirait : si le souverain n'est pas mon lecteur, il est mon ennemi. Je lui ai mis la hache à la main, mais c'est à la condition que je lui désignerai les têtes qu'il faut abattre »

(Diderot, Extraits de : abbé Raynal, *Histoire des deux Indes*, Diderot, *Œuvres complètes*, t. XV, p. 442)

On peut tirer deux enseignements de ces crises, elles témoignent d'une contradiction politique réelle entre la volonté des Etats de maintenir leur indépendance face aux prétentions de pouvoir temporel des Eglises, - et de la nécessité pour eux de propager une religion, une façon de voir le monde, une idéologie qui justifierait la prééminence des puissants sur cette terre. Ce que Gramsci exprime quand il constate qu'il ne peut exister de régime politique sans « hégémonie » idéologique ou intellectuelle.

Pour les républicains français de la fin du XIX^e siècle, la mise en place d'un enseignement obligatoire, laïque et gratuit était une nécessité évidente : c'était un des instruments de la lutte nécessaire pour la souveraineté nationale contre les empiètements incessants de l'Eglise, qui alors refusait de reconnaître la République. C'était aussi répondre aux besoins de qualification d'une main-d'œuvre pour l'industrie qui se développait.

Depuis, l'Eglise a reconnu la République, en 1893, mais dans quelle mesure ? Par exemple, la hiérarchie catholique, à l'exception de deux ou trois évêques, s'est ralliée au régime de Vichy. Beaucoup de cadres de l'armée, et la très grande majorité de ceux de la marine (« la Royale ») étaient royalistes et sont catholiques. La récupération de l'Alsace-Lorraine en 1918 a été accompagnée du maintien du concordat : par exemple, les prêtres y sont payés par l'Etat. Il est de règle que les présidents de la République successifs se rendent à des cérémonies catholiques, mais pas protestantes ou autres, et se

fassent enterrer à l'église...

Clémenceau, « le père la victoire », apparaissait après 1918 comme le candidat évident à la présidence de la République. Mais il était vieux, et on a craint que, s'il mourrait, cet athée ne pourrait faire l'objet d'une cérémonie religieuse. On lui a préféré Deschanel, un candidat sur le chemin de la démence, mais bon catholique.

Selon les « Principes » de la constitution française, « la République française ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ».

La V^e République a réintroduit le financement par l'Etat des écoles « libres » religieuses, et de nombreuses autres dérogations à la loi de 1905 (loi Debré, 1959, aggravée depuis).

Le financement de la construction de nouveaux bâtiments religieux est à la charge des fidèles. Toute dépense publique créant un nouveau patrimoine religieux est donc illégale :

« C'est dire que la construction de la cathédrale d'Evry avec une subvention déguisée en financement d'un 'musée chrétien' est une infraction caractérisée à la loi [...] »

(H. Pena-Ruiz, *Qu'est-ce que la laïcité ?*, p. 159).

Le maire d'Evry était Manuel Valls, aujourd'hui ministre de l'intérieur et des cultes.

Sarkozy, président de la République, dans un discours prononcé à Rome peu après son investiture, a appelé à valoriser « les racines essentiellement chrétiennes de la France ». On remarquera que ce discours fait appel aux « racines, tandis que la laïcité, elle, fait appel au progrès » (J. Barberot).

Et son gouvernement a lancé l'organisation d'institutions à caractère communautariste : la religion n'était plus affaire privée, elle devenait affaire institutionnelle : façon pour l'Etat à la fois de vouloir en prendre le contrôle et de l'orienter au profit de ses décisions politiques.

Avec, en mettant l'accent sur les « racines chrétiennes » de la France, celle d'en exclure une : l'islam. (par exemple : c'est à la coopération avec les savants musulmans que l'on doit une des premières universités françaises, celle de Montpellier). Le débat, lancé puis avorté, sur « l'identité nationale » comportait un aspect raciste latent. Comme si une islamophobie devait venir remplacer l'antisémitisme, lui-même pas entièrement disparu.

L'Union européenne cherche à faire renaître le pouvoir politique de l'Eglise, ou des églises. Le Traité de Lisbonne, signé par la France, précise (article 15) :

« Les communautés religieuses ont le droit de représenter la société civile et d'intervenir sur tous les terrains »

On note : non pas « représenter » leurs membres, mais « la société civile », c'est-à-dire tout le monde – et ce, « sur tous les terrains ». Le même traité refuse ces mêmes droits aux syndicats et aux partis politiques.

On peut ainsi penser que la laïcité se réduit à une tolérance à champ limité : tolérance envers les différentes religions, voire promotion quasi officielle à motivation politique, plus ou moins discrète pour le catholicisme et plus officielle pour le Dalaï Lama (qui ne représente que 2 à 10% des bouddhistes) et hostilité latente contre l'Islam.

Ainsi, les querelles sur le port du voile sont récurrentes.

Il est difficile de faire comprendre les aspects contradictoires du voile. En simplifiant, ils sont à la fois la marque d'une subordination des femmes à un système de domination masculine qui, lui, n'est pas propre à l'islam, bien au contraire – et un moyen pour les musulmanes de sortir libres de chez elles, sans chaperon, et d'accéder à la rue sans renoncer à leur foi.

« Ce qui pose problème, ce n'est pas le voile en soi, mais le voile imposé, parce qu'il porte atteinte à une liberté fondamentale que garantit la loi »

(Dharréville, *La laïcité n'est pas ce que vous croyez*, p. 109)

Oublie-t-on que, avant la Seconde guerre mondiale, il était mal vu en France pour une femme de sortir de chez elle « en cheveux » ? Que dans tout le monde méditerranéen, chrétien ou musulman, la coutume a été et est souvent encore pour une femme de porter un fichu sur la tête ? Qu'il y a seulement deux générations, les écoles n'étaient pas mixtes en France – et que certaines écoles privées ne le sont toujours pas ? Exige-t-on des religieuses et des prêtres qu'ils abandonnent leurs « uniformes » ? Pour eux, la tenue vestimentaire est reconnue affaire privée :

« la laïcité fonctionne bien souvent comme un cache-sexe dans le débat public pour ne pas assumer

frontalement ce qui est en réalité le rejet de l'islam. Or il faut toujours distinguer la pratique, qui peut poser un problème concret dans un cadre donné, de la religion elle-même »

(Dharréville, *La laïcité n'est pas ce que vous croyez*, p. 106)

Réglementer dans ce domaine tend à renforcer les tendances communautaristes, à diviser les citoyens selon leur appartenance religieuse – et, comme il s'agit dans la plupart des cas d'immigrés, à créer des catégories racistes comme celle « d'immigré de seconde génération » : pour certains de nos politiques et pour trop de journalistes, la qualité d'immigré se transmettrait-elle par les gènes ?

Le refoulement de ces citoyens pauvres, « Français de souche » ou non, vers l'extérieur des villes, les « quartiers », les « cités », avec une tendance à leur exclusion (peu ou pas de services publics, de transport, de police, de commerces...) ou vers les banlieues lointaines, formes modernes de ségrégation, montre à quel point nos sociétés ont peur de ce qu'elles créent et renforcent quotidiennement : des catégories entières d'exclus : « classes miséreuses, classes dangereuses ».

Une double « ghettoïsation » : d'un côté les très riches s'isolent du commun du peuple, du commun des citoyens, en créant des zones d'habitations de luxe entourées de murs et gardées par des vigiles, avec accès permis seulement sur invitation expresse, à l'imitation des États-Unis – de l'autre la société isole les pauvres, les chômeurs, elle en fait des exclus relégués dans des habitats dégradés.

La défense de la laïcité n'est qu'un aspect de ce qui demeure un combat entre forces politiques, entre catégories sociales, et sans doute entre une conception passéiste, tendant à diviser les citoyens selon des critères religieux, cachant mal ses tendances anti-pauvres et racistes d'un côté, et de l'autre des conceptions optimistes de la pensée, - et cette dernière peine à se dégager à la fois de cette pression et d'un lourd héritage.

« Le concept de neutralité n'est pas le plus approprié pour qualifier l'attitude laïque de l'Etat, même s'il n'est pas le plus impropre : l'Etat ne se prononce pas sur les questions métaphysiques. Mais le terme d'impartialité comporte une dimension plus active. Face à l'intégrisme qui revendique le pouvoir, face à la remise en cause de l'égalité entre hommes et femmes ou de la dignité humaine, face au communautarisme qui enferme les individus et cloisonne la société, l'Etat n'est pas neutre, il est porteur de défense et de promotion des libertés individuelles et des droits qui s'y rattachent »

(Dharréville, *La laïcité n'est pas ce que vous croyez*, p. 101)

Jaurès résumait « démocratie et laïcité sont deux termes identiques ».

Compte rendu - débat du 21/09/2013

Noisy-le-Grand, MPT Marcel Bou

Gagne-t-on à être plus intelligent ?

Il y a divers sens du verbe gagner :

- peut évoquer une compétition, celle des places : ce peut être le cas dans le sport, mais aussi bien sûr dans l'entreprise, et plus largement dans la société
- peut être « gagner de l'argent » : encore dans le monde de l'entreprise, ou pire dans celui du « marché ».
- mais on peut gagner aussi des choses abstraites, qualitatives, plus que quantitatives, et dont on pourra discuter infiniment des critères, comme le respect, la reconnaissance, la dignité, la liberté d'agir, la possibilité d'échanger ou même le bonheur ... dans la société actuelle où nous sommes tous plongés.

Une première pensée générale consiste à dire, qu'une personne intelligente « se débrouillera » mieux dans sa société ou dans la société. A noter que dans les 2^{ème} et 3^{ème} acceptions du mot gagner, définis ci-dessus, on gagne plutôt « avec » que « contre ».

Mais on n'y échappera pas, pour tenter de répondre à la question posée, il faudra d'abord essayer de définir l'intelligence... mais on sait déjà qu'on n'y arrivera pas ; on a beau chercher dans la littérature, aucune définition ne paraît satisfaisante.

Degas, qui était peintre, l'avait déjà magnifiquement énoncé :

« Le jour où on a commencé d'écrire intelligence avec un grand *I* on a été foutu. Il n'y a pas l'intelligence : on a l'intelligence de ceci ou de cela »

Par exemple, serait-il possible de comparer l'intelligence de 2 personnes ? Certains ont voulu codifier, mesurer systématiquement cette « intelligence » grâce au QI, le quotient intellectuel : un questionnaire auquel il faut répondre rapidement, qui n'est qu'une construction habile mais subjective de ce que devrait être la logique d'un être humain, ressemblant furieusement aux savants qui l'ont codifié. Sauf que son inventeur, Binet, ne voulait qu'y voir un indice de développement d'une personne au cours du temps, c'est-à-dire une mesure du progrès logique ; en faire une mesure brute de l'intelligence, est une erreur magistrale qui a d'ailleurs entraîné la faillite totale du QI.

De même la capacité au calcul, ou alors l'aisance à apprendre des langues étrangères est-il synonyme d'intelligence ? non ! ces capacités, si utiles dans certains cas, ne suffisent pas à qualifier une personne d'intelligente ; la notion, aussi confuse soit-elle, est sûrement beaucoup plus étendue, et beaucoup plus proche de la question-mère : qu'est-ce que l'homme ?

Attaquons donc la question par une autre côté : « Avoir des capacités au-dessus de la moyenne ne rend pas heureux avec les autres ». Donc l'intelligence, ou son apparence, pourrait être mal accueillie par les autres, et donc rendre le sujet mal adapté socialement ; mais la question porte alors sans doute plus sur les rapports qu'on entretient avec les autres (l'apparence), plutôt que sur la réalité, souvent fantasmée, de l'intelligence.

E. Kant, un peu abstrait distingue l'entendement (la maîtrise de la logique), et la raison (la faculté de conceptualiser en idée abstraite des situations : Créer en trouvant des solutions inattendues à de nouveaux problèmes, en étant chercheur, inventeur ou artiste)

Être intelligent c'est pouvoir s'adapter ; mais la citation, humoristique, de Bernard Shaw en a fait justice :

« L'homme intelligent s'adapte au milieu, celui qui ne l'est pas cherche à adapter le milieu ; c'est pourquoi tous les progrès sont l'œuvre d'imbéciles »

S'adapter au milieu : c'est malheureusement le cas des salariés dans l'entreprise, sauf exception, on ne demande plus à un salarié de faire preuve d'intelligence, mais d'appliquer : la servilité est plus appréciée que l'intelligence. Quant à l'intelligence des dirigeants ... chacun a ses propres objectifs, il serait étonnant que celui des dirigeants soit l'intérêt général

S'adapter au milieu et aux circonstances : L'enfant sauvage a réussi à s'adapter à son premier milieu (la nature) pour sa survie, mais il est incapable de s'adapter au 2^{ème} (la société des hommes) à cause de carences originelles.

Inévitablement il faut donc dire un mot à propos des animaux : l'instinct, l'instinct de survie est souvent une caractéristique spectaculaire du règne animal ; comment la distinguer de l'intelligence ? Par les projets, très largement humains, mais il y a des exceptions, où on peut parler de début de projet animal. ; Mais la concertation, le brainstorming, la consultation des autres, le consensus, autant d'activités qui donnent du poids à la notion d'intelligence, celle d'intelligence collective. Et qui nécessite sans doute un langage articulé fait d'abstractions, ce qui reste actuellement l'apanage du genre humain.

Alors la notion d'intelligence est intriquée avec celle des êtres sensibles, des émotions, des intuitions et des relations avec les autres : elle participe aussi au « vivre ensemble » qui est essentiel dans nos vies d'hommes. L'empathie au-dessus de l'intelligence brute. L'intelligence pour comprendre l'autre ; et même celle qui se construit avec les autres.

Au fait, Robinson Crusoë sur son îlot : on sait qu'il est arrivé avec une solide éducation, une intelligence exercée.. Mais pendant sa solitude subie, régresse-t-il ? à chacun d'apporter sa réponse..

Une autre question survient : l'éducation, l'expérience sociétale, l'intelligence partagée avec d'autres, sont-elles une garantie de ne plus ... faire d'erreurs historiques ? Les exemples ne manquent pas pour répondre avec certitude : non ! ; Les « super intelligents » sont aussi ceux qui , en Irak, au Rwanda, ont servi de courroie de transmission aux massacres les plus odieux. Inversement, les dictateurs aux desseins les plus grandioses, tels Hitler ou Staline, n'ont pas brillé par leur intelligence, lorsqu'il a fallu mettre en œuvre des tactiques gagnantes.

Pour retourner à la question-titre, et en rapport avec une œuvre classique de science-fiction « des fleurs pour Algernon », peut-on parler du risque à être plus intelligent ?

C'est toute la question de la lucidité : L'homme n'est jamais fini, il apprend toujours. Tout au long de sa vie il peut trouver des étincelles qui le stimulent, il peut avoir le sentiment d'avoir compris quelque chose de nouveau, et cela peut être inestimable, et donner envie d'en savoir ou comprendre encore plus

Compte rendu du débat du 13/09/2013 - Champs-sur Marne Centre culturel et social Georges Brassens

Pas de débat ce mois de septembre

Compte rendu du débat du 23/02/2013

Chelles salle 3 rue de l'Illette

Non parvenu
